



Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique

SNTRS-CGT - Local syndical CNRS - BP : 1335

2 avenue Einstein - 69609 Villeurbanne Cedex

Tel : 04 72 69 26 95 Mel : sntrscgtLyon@cnrs.fr

Permanence le lundi de 12 h 30 à 14 h

Compte-rendu syndical du CRHSCT CNRS Rhône-Auvergne du 26/09/14

Présents pour le SNTRS-CGT : Karine Ballerat, Jacques Le Brusq, François Desvignes

Autres syndicats représentés : SUD Recherche-EPST, SGEN-CFDT, SNPTES

Ouverture de la séance à 9 h.15. Le quorum est atteint : 5 votants sur les 6 représentants titulaires

Ordre du jour (résumé) : problématique ISA, enquêtes et rapports d'expertise, suivi d'actions, programmations...

1/ Approbation à l'unanimité du CR du 13 juin 2014, après modifications (acceptées) de SUD Recherche – EPST

Un avis (tardif) est présenté à l'initiative de SUD, qui ne sera pas traité ici (débat repoussé au prochain CRHSCT). Texte du projet d'avis (à revoir) : « *le CRHSCT demande à recevoir communication sans délai de toute constatation, recommandation, mise en demeure, etc..., reçue par les services de la délégation régionale en rapport avec la santé, la sécurité et les conditions de travail du personnel* ».

2/ Nouvelle organisation de l'ISA (Institut des Sciences Analytiques)

La directrice Mme SCHELDKENCHT, arrivée le 01/01/14, présente son objectif pour la future UMR, diaporama à l'appui (NB décision DR à la demande générale, en raison des débuts très difficiles de ce nouvel Institut ou fusion ENS – SCA - LSA, et suite à une visite récente programmée en séance des membres du CRHSCT).

A côté du besoin de fédérer les activités courantes (sur 2 bâtiments : badges d'accès, cantine, informatique, gestion globalisée), il est fait part du souci de réussir la transition vers un statut d'UMR (5 axes, 17 groupes de recherche), via une redistribution des personnels ITA (22 postes ouverts en mobilité interne), tout en évoquant les impératifs budgétaires (faible rentabilité des prestations d'analyse, notamment). Pour nous Représentants des personnels (RP), les outils de management « participatif » mis en place prennent le dessus au détriment d'un réel dialogue avec une catégorie de personnels (ex : dates butoirs pour l'intégration ITA), en particulier le passif des activités de l'ex-SCA (Solaize) demeurant ignoré, voir bafoué. Aussi, face à un mal-être général des personnels ISA (NB venus vers nous RP, vers les RH...), nous émettons donc une alerte. Par ce constat, le SNTRS dénonce aussi le retard à présenter cette « réorganisation » au CRHSCT, au regard des difficultés pour la Direction à faire passer sa méthode. Nous avons l'impression qu'il ya « le feu à la maison », et que l'on demande au CRHSCT de rattraper la situation ! Conséquence directe, il est envisagé un accompagnement ITA par les RH, avec appel à un prestataire extérieur (expertise sur l'organisation ?). En urgence, le SNTRS travaille sur les suites à donner...

3 / Rapport des inspecteurs IGAENR : suite à leur visite d'avril dernier sur le site, il n'est pas encore parvenu à P. Landais (conseillère prévention DR7) qui ne peut nous le remettre, comme ce fut demandé...

4/ Tierce expertise du LHCEP (UMR5278 : Laboratoire Hydrazines...) par un délégué de l'INERIS le 11 septembre dernier. Rappel : 3 RP dont 2 du SNTRS étaient associés à la démarche (à côté des conseillers de prévention des tutelles et de la Direction du LHCEP), suite à une demande collective des RP en séance.

La procédure s'appuie sur la visite des laboratoires (salles des étages des bâtiments Berthollet et Raulin – UCB Lyon1). Dans le 1^{er} CR transmis par le Délégué, il est établi la nécessité impérieuse de séparer les activités pyrotechniques des activités non pyrotechniques (étude des postes et des locaux, quantité de matière manipulée, questions émises...). Dans l'hypothèse du transfert de ces activités à risques vers le bâtiment Raulin, les RP du CRHSCT ont interpellé le DR F. Faure en séance sur le constat de stockage anarchique de produits chimiques et sur

le cas de 2 personnels CNRS déstabilisés par la perspective de mobilité forcée. Réflexion au SNTRS : on peut se demander si l'expertise de l'INERIS n'aurait pas dû précéder l'EST (expertise pyrotechnique obligatoire) du début d'année, en toute logique ?

5/ Visites récentes d'Unités (NB activité des membres du CRHSCT prévues dans le Décret) : rapports à lire en séance. Pour le LHCEP, le CR reste à adresser aux membres du CRHSCT. Celui de l'ISA est en attente de finalisation (pour le SNTRS : la visite de cet Institut n'a pas apporté tous les éléments d'information, loin s'en faut !). Pour le LMA (NB projet Virgo), la visite est à programmer (passif à retenir : turn-over d'ITA important, RPS ?)

6/ Conventions SST inter-établissement (prévention) : devraient être signées d'ici la fin de l'année, selon P. Landais. La prochaine réunion du groupe de travail est fixée au 16 octobre prochain. SUD attire l'attention du DR sur les problèmes d'accès à l'espace commun pour les documents en ligne.

7/ Accidents incidents : parmi ceux relevés, 2 cas de blessures à considérer (scie à cloche, électrisation) ; les personnels victimes n'étant pas formés et habilités aux tâches qu'ils exécutaient. Redoubler de vigilance donc...

8/ MATEIS et CLYM : enquêtes et expertises menées dans les 2 structures de bâtiments (cancers déclarés).

L. Langlois, chargée d'H&S sur l'INSA, présente les derniers résultats parvenus sur l'état des lieux au CLYM (consortium instrumental ouvert situé dans MATEIS). Les risques potentiels de type radon, rayonnements, voire amiante (mise à jour : 2015) sont écartés. Les derniers résultats d'analyse sont attendus pour confirmation. La nécessité d'un « document unique abouti » est relevée, la prévention est à mettre en place (notamment, problématique liée aux échantillons apportés : traitement, élimination...). Une complexité certaine du fait des 5 tutelles impliquées (dont l'INSA et le CNRS).

A. Vasseur (médecin coordonateur national du CNRS) présente son expertise médicale sur les cas recensés (NB 7 précédents, 2 récents). Pour le spécialiste, il n'y a pas de relations nettes entre les types de tumeurs identifiées et les activités professionnelles (méthodologie évoquée : relation établie et connue entre la forme de tumeur et une activité génératrice du type de cancer). Pour le SNTRS (comme pour d'autre RP présents), l'étude est incomplète dès lors que l'on sait que les 9 malades (âge entre 27 et 55 ans) sont tous passés par le labo MATEIS, et qu'une majorité d'entre eux sont doctorants (mobilité professionnelle ?). La poursuite des investigations est souhaitable (NB selon le DR F. Faure, une étude environnementale fut menée, dès que le directeur de MATEIS l'a alerté...). Conclusion : une veille sanitaire a été demandée, ainsi qu'une étude épidémiologique.

9/ Différents points d'information : formation RPS, visites d'Unités, convention CNRS - Pôle Emploi

B. Périchon (responsable RH) annonce la mise en place d'une animation RPS (risques psycho-sociaux) au plan national. Au niveau régional, une « mise en forme » est prévue le 07-11 sur la DR7 (20 personnes conviées : DU, doctorants, chefs d'équipe...). Il n'y a rien de prévu dans l'instant pour les RP du CRHSCT.

Les visites d'Unités sont à fixer pour décembre prochain. Le choix d'une visite par trimestre est jugée raisonnable (NB comités AERES des labos en 2015). Sont en lice, le LMA (campus UCB) et Hubert Curien (St Etienne).

F. Faure confirme la mise en place progressive d'une cellule Pôle Emploi sur la DR7, dans la cadre d'une convention avec le CNRS (toutes les DR devront décliner cette procédure). Les CDD en fin de missions sont concernés. Il y aura une permanence hebdomadaire sur le site (coût pour le CNRS). SUD et SNTRS expriment leur perplexité quant au fait que le CNRS paie ce type d'organisme plutôt que d'embaucher !

10/ Questions diverses : médecine de prévention, renouvellement CRHSCT

F. Faure nous informe qu'il est en voie d'une solution pour le remplacement du médecin de prévention (suite au départ du Dr Dufourt). La fin de mandat pour les membres du CRHSCT est évoquée. La formation des nouveaux devra se faire. F. Faure se charge de cette question (quelque chose de prévu ?).

La séance est levée à 12h.